

Cote du document:	EB 2009/97/R.36
Point de l'ordre du jour:	12 c)
Date:	11 août 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

**Proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique pour le**

**Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes**

**Deuxième tranche**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-septième session  
Rome, 14-15 septembre 2009

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Christian Mersmann**

Directeur général du Mécanisme mondial de la CCD

téléphone: +39 06 5459 2129

courriel: [c.mersmann@global-mechanism.org](mailto:c.mersmann@global-mechanism.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>
<b>Annexe</b>	
Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes — Deuxième tranche	3
<b>Appendice</b>	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

## **Sigles et acronymes**

CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CdP	Conférence des Parties
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
GDT	Gestion durable des terres
MERCOSUR	Marché commun du Sud
PI	Division Asie et Pacifique (FIDA)
PL	Division Amérique latine et Caraïbes (FIDA)
SIF	Stratégie intégrée de financement

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au versement de la deuxième tranche d'un don au titre du guichet mondial/régional au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD), pour le programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes, telle qu'elle figure au paragraphe 7.



# **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD) pour le programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes — Deuxième tranche**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don d'un montant de 1,25 million d'USD au titre du guichet mondial/régional, représentant la deuxième tranche d'un don approuvé par le Conseil d'administration en avril 2008 en faveur du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Cette deuxième tranche sera utilisée pour l'exécution du programme dans quatre pays supplémentaires: le Bhoutan, le Chili, la République dominicaine et la République démocratique populaire lao.

## **Première partie – Introduction**

1. Le Mécanisme mondial a été créé en vertu de l'article 21 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD), et a commencé ses activités en octobre 1998 en étant hébergé par le Fonds international de développement agricole (FIDA).
2. Le Mécanisme mondial a pour mandat "d'accroître l'efficacité et l'efficience des mécanismes financiers existants ... [et] d'encourager les actions conduisant à la mobilisation et à l'acheminement, au profit des pays en développement touchés Parties, de ressources financières importantes".
3. Il se spécialise de plus en plus dans la prestation de services de conseil financier aux pays Parties à la Convention, en étroite coopération avec les institutions financières internationales, en particulier le FIDA, le Groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement. La Commission européenne et des organismes donateurs bilatéraux en sont aussi des partenaires de longue date.
4. Le Mécanisme mondial appuie les opérations du FIDA tendant à intégrer son portefeuille dans les programmes de développement nationaux d'ensemble des pays Parties, ce qui va dans le sens de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ainsi que des efforts des Nations Unies visant leur unité d'action, ce à quoi le FIDA a pleinement souscrit.
5. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui à la deuxième tranche du programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes.
6. Le don relatif au don soumis au Conseil d'administration figure en annexe au présent rapport:
  - Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes — Deuxième tranche

## Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie la deuxième tranche du don approuvé par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-treizième session, en avril 2008, pour le programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes, accordera au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification un don d'un montant de un million deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 250 000 USD) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes — Deuxième tranche

## I. Contexte

1. Le programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes a été approuvé par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-treizième session. L'exécution des activités prévues au titre de la première tranche a débuté en octobre 2008.
2. L'exécution a entraîné l'organisation de quatre ateliers sous-régionaux consacrés à la conception de stratégies intégrées de financement: un à Sri Lanka pour la sous-région Asie du Sud; un au Viet Nam pour la sous-région Asie du Sud-Est; un au Pérou pour la sous-région andine; et un en Uruguay pour la sous-région du Marché commun du Sud (MERCOSUR). Un atelier national a également été organisé au Cambodge. Ces ateliers ont réuni 152 professionnels venant des ministères sectoriels et des départements clés des pays, des ministères des finances et du plan, d'organisations de la société civile et des milieux universitaires. Chaque équipe de pays était composée de diverses parties prenantes qui ont suivi un stage structuré de renforcement des capacités d'une durée de cinq jours sur la manière d'élaborer une stratégie intégrée de financement (SIF) pour la gestion durable des terres (GDT).
3. La première phase a eu pour principal résultat de faire acquérir par les équipes nationales de base la maîtrise des compétences requises pour la formulation d'une SIF visant à mobiliser des ressources pour la GDT comme moyen de lutte contre la désertification. Une récente évaluation conduite par le Mécanisme mondial et le FIDA et d'autres rapports établis par le Mécanisme mondial mettent en évidence les résultats suivants:
  - meilleure compréhension des causes premières de la dégradation des terres;
  - meilleure connaissance des besoins des communautés pour l'établissement des stratégies de financement grâce à une capacité renforcée de détermination des besoins des communautés locales;
  - compréhension approfondie des processus décisionnels intervenant dans la planification et l'allocation des ressources publiques pour les activités de lutte contre la dégradation des terres et la pauvreté;
  - capacité accrue d'élaborer et de gérer le processus d'intégration de la GDT dans les cadres stratégiques de développement économique et social;
  - meilleure compréhension des méthodologies et des approches stratégiques des partenaires financiers externes;
  - capacité accrue de préparation des propositions de financement conformément aux critères d'admission et aux procédures des divers partenaires financiers bilatéraux et multilatéraux;
  - meilleure connaissance des sources innovantes de financement, comme celles concernant le changement climatique, les conversions de créances en programmes de protection de l'environnement, et la coopération décentralisée; et
  - éclairage sur l'élaboration d'un plan d'action axé sur les résultats pour la mise en œuvre des SIF.

4. Les activités menées au titre de la deuxième tranche comporteront une mise en œuvre à plus grande échelle de la conception et de l'exécution des SIF pour inclure d'autres pays des sous-régions dans lesquelles a été conduite la formation à la conception de SIF. Des plateformes de financement en partenariat seront créées, et des projets en rapport avec le changement climatique et la GDT seront élaborés à l'intention des pays où il existe des processus avancés d'élaboration de SIF.
5. S'agissant des liaisons entre le changement climatique et la dégradation des terres, tous les processus SIF en cours de lancement dans les pays choisis incluent une composante importante visant à harmoniser la mise en œuvre de la CCD et les stratégies nationales en matière de changement climatique. L'accent est particulièrement mis sur les mécanismes établissant un lien entre le financement en rapport avec le changement climatique et l'appui à la GDT dans des projets de développement rural durable.
6. Il est prévu d'organiser un atelier d'une durée de trois jours de suivi de la conception des SIF, sur le thème de "l'utilisation des mécanismes de financement du changement climatique à l'appui des investissements dans la GDT". Cela permettra l'intégration stratégique, à un stade précoce, des préoccupations en matière de changement climatique dans la conception des projets du FIDA et aidera les projets à tirer parti du financement en rapport avec le changement climatique en élaborant des composantes axées sur l'atténuation et l'adaptation.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

7. Les activités proposées dans le cadre du Mécanisme mondial répondent directement aux objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, en particulier à l'objectif a) ressources naturelles (terre et eau) et l'objectif f) processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et de programmation. Par ailleurs, les objectifs stratégiques régionaux des Divisions Asie et Pacifique (PI) et Amérique latine et Caraïbes (PL) du FIDA font ressortir les différentes contraintes pesant sur les ruraux pauvres, comme les barrières institutionnelles à l'accès aux ressources, le manque de politiques porteuses et les problèmes liés à la terre et à l'eau.
8. La huitième session de la Conférence des Parties (CdP 8) à la CCD s'est tenue à Madrid (Espagne) en septembre 2007. Cette initiative concernant les SIF apporte une réponse directe à la recommandation formulée dans le plan et le cadre stratégiques décennaux et visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention pour "les pays Parties touchés [afin de] mettre en place des cadres d'investissement intégrés visant à mobiliser des ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour accroître l'efficacité et l'impact des interventions", comme le prévoit le résultat 5.1 de l'Objectif opérationnel 5 entériné par la CdP 8 à Madrid. En outre, la direction du FIDA a réaffirmé, au cours de la CdP 8, son attachement à la mise en œuvre de la Convention, particulièrement en ce qui concerne la stratégie décennale, et l'appui constant à la fourniture par le Mécanisme mondial de produits et services de qualité aux pays Parties. L'un des nouveaux problèmes clés que discernent les Divisions PI et PL a trait à la vulnérabilité des ruraux pauvres au changement climatique, phénomène auquel le FIDA réagit de plus en plus largement tant au niveau institutionnel qu'au niveau opérationnel.
9. L'élaboration et la mise en œuvre proposées de la SIF, avec le concours du Mécanisme mondial et sous la conduite des pays, seront réalisées en pleine coordination avec les Divisions PI et PL et seront conformes aux objectifs des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) axés sur les résultats pour le Brésil, le Cambodge, le Chili, la République dominicaine, l'Équateur, El Salvador, le Népal, le Pérou, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay.
10. Dans le cadre des activités entreprises au titre de la première tranche, le Mécanisme mondial a tenu une session à l'occasion de l'atelier annuel d'examen de

la performance organisé par la Division PI à Bangkok, en Thaïlande. La session a été axée sur les impacts du changement climatique et la nécessité de mettre en place des mesures d'adaptation pour atténuer les impacts négatifs sur les communautés les plus vulnérables. Des activités de suivi sont en cours pour recenser les COSOP susceptibles de servir de cadre pour l'intégration des problèmes de GDT et de changement climatique, comme ce fut le cas pour le COSOP intéressant le Viet Nam.

11. La SIF inclut un cadre d'investissement intégré pour la GDT, qui contribue à identifier les problèmes de niveau local qu'il convient d'aborder. L'augmentation des flux de ressources résultant de la mise en œuvre de la SIF se traduit par des avantages directs pour les communautés locales confrontées à la dégradation des terres et aux effets du changement climatique. Les zones cibles des interventions sont choisies en fonction du degré de pauvreté et de dégradation des terres que l'on y rencontre, et sur la base de critères utilisés dans le choix des groupes cibles du FIDA.

### **III. Le programme proposé**

12. Le but d'ensemble du programme est de mobiliser, au niveau national, des financements stables et prévisibles pour aborder les problèmes de GDT et leur lien avec l'adaptation au changement climatique. La réalisation de cet objectif contribuera pour une part supplémentaire au développement rural et à la réduction de la pauvreté.
13. L'objectif du programme est d'établir dans les pays bénéficiaires des cadres globaux d'investissement afin de créer un environnement porteur sûr pour le financement des investissements consacrés à la GDT et à l'adaptation au changement climatique. Cet objectif sera atteint grâce à:
  - a) un appui aux décideurs publics et aux parties prenantes nationales pour l'établissement et la mise en œuvre de SIF afin de mobiliser les financements à prévoir pour les programmes et projets relatifs au changement climatique et à la GDT;
  - b) l'élaboration de SIF pour mobiliser une combinaison de ressources financières destinées à financer des programmes et projets liés à la GDT dans certains pays de régions du ressort des Divisions PI et PL;
  - c) la conception, avec le FIDA et les parties prenantes nationales (pour promouvoir l'appropriation et la durabilité), d'interventions portant sur le lien entre le changement climatique et la dégradation des terres, en vue de la mobilisation de fonds supplémentaires par le biais des mécanismes de financement consacrés au changement climatique; et
  - d) l'évaluation de l'efficacité avec laquelle la méthodologie proposée favorise l'augmentation des investissements destinés à la GDT.
14. La deuxième tranche du programme s'étendra sur une durée totale de deux ans, à partir de 2009, et comportera quatre composantes:
  - a) appui à la mise en œuvre des SIF pour le Brésil, le Cambodge, l'Équateur, le Népal, le Pérou, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay;
  - b) conception de SIF nationales pour le Bhoutan, le Chili, la République dominicaine et la République démocratique populaire lao;
  - c) mobilisation de fonds supplémentaires pour les programmes et projets du FIDA par l'élaboration et l'exécution de composantes relatives au changement climatique et à la gestion durable des terres dans le cadre de la SIF; et

- d) gestion des savoirs venant à l'appui des meilleures pratiques reproductibles dans d'autres régions.

#### **IV. Résultats et avantages escomptés**

- 15. Les résultats escomptés sont les suivants:
  - a) appui technique aux parties prenantes nationales pour l'élaboration et la mise en œuvre des SIF nationales;
  - b) mise en place de plateformes nationales de coordination/partenariat rassemblant les partenaires de la coopération au développement et les pays concernés afin de faciliter la mobilisation des ressources autour des priorités recensées dans le cadre des SIF;
  - c) établissement d'une série de composantes relatives au changement climatique et à la GDT à intégrer dans les programmes et projets du FIDA, en vue de mobiliser un financement au profit de la gestion du changement climatique, de manière à appliquer les interventions à plus grande échelle et à assurer la durabilité; et
  - d) conduite d'activités de gestion des savoirs et mise au point d'outils permettant de reproduire les meilleures pratiques dans d'autres régions.

#### **V. Modalités d'exécution**

- 16. L'initiative sera mise en œuvre par le Mécanisme mondial, en collaboration étroite avec des organismes publics nationaux, des organisations de la société civile et des chargés de programme de pays du FIDA. Les actions proposées seront conçues dans le cadre de la deuxième tranche du Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes, sur la base d'un financement global prévu de 2,5 millions d'USD (solde de l'engagement financier du FIDA de 10 millions d'USD souscrit en 1998 au titre de l'accord de siège, selon les prescriptions de la Conférence des Parties à la CCD). Le Mécanisme mondial établira un programme de travail détaillé en pleine coopération avec les chargés de programme de pays des Divisions PI et PL.
- 17. Les activités de la première tranche ont été axées sur l'enrichissement, l'adaptation et l'exécution du programme de formation à la conception de SIF par le Mécanisme mondial à l'occasion de quatre ateliers qui ont pour cadre: i) la sous-région Asie du Sud; ii) la sous-région Asie du Sud-Est; iii) la sous-région andine; et iv) la sous-région du MERCOSUR. À la suite de ces ateliers sous-régionaux, les actions sont concentrées, en 2009, sur la conception et l'exécution des SIF dans les pays retenus au cours de la première tranche, et sur la conception d'activités axées sur le lien entre le changement climatique et la dégradation des terres, en vue de la mobilisation de fonds supplémentaires, et notamment l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités sur les méthodes d'accès au financement consacré au changement climatique.
- 18. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le Chili et la République dominicaine ont été retenus pour la deuxième tranche. Les ateliers ont permis de confirmer la volonté politique des équipes nationales de s'engager dans un processus de SIF à partir du dernier trimestre de 2009 (la République dominicaine a participé à un atelier de conception de SIF en octobre 2008). Ces deux pays ont été choisis sur la base de demandes officielles émanant des institutions jouant le rôle de coordonnateurs de la CCD, et de leur participation à des initiatives sous-régionales existantes telles que la stratégie du MERCOSUR pour la CCD (Chili) et la plateforme de promotion des investissements pour le financement de la GDT en

Méso-Amérique (République dominicaine). C'est à la suite de leur participation à ces initiatives sous-régionales que les pays ont exprimé le souhait de lancer un processus d'élaboration d'une SIF.

19. Dans la région Asie et Pacifique, ce sont des facteurs du même ordre qui ont conduit au choix de la République démocratique populaire lao et du Bhoutan pour la prochaine tranche. Pour ce qui concerne la République démocratique populaire lao, le contexte de la pauvreté et la vulnérabilité au changement climatique ont influencé la décision d'appuyer sa demande d'élaboration d'une SIF. Pour ce qui est du Bhoutan, la décision de travailler avec ce pays a été fondée sur la possibilité de mener des activités en rapport avec la réduction des émissions issues de la déforestation dans les pays en développement, eu égard à l'ampleur des forêts du pays. Toutefois, selon la réponse que donnera le Bhoutan aux récents changements dans les modalités et conditions des prêts du FIDA, le Mécanisme mondial pourrait être contraint de choisir un autre pays d'Asie.
20. Des rapports d'activité seront rédigés et soumis chaque année au FIDA par le Mécanisme mondial. Un rapport d'activité sera soumis à la fin de la première tranche (2008-2009), et un rapport final couvrant les deux tranches sera soumis à la fin de la deuxième. Le Mécanisme mondial assumera la responsabilité générale de la gestion financière des activités et tiendra des comptes financiers comme le prévoient le règlement financier, les politiques et les procédures du FIDA.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

21. Le FIDA financera des coûts de programme d'un montant de 1,25 million d'USD pour la deuxième tranche d'un don s'étalant sur deux ans (période 2008-2010).
22. Comme au cours de la première tranche, le cofinancement obtenu par le Mécanisme mondial contribuera à la réalisation des objectifs d'ensemble. La part du cofinancement demeurera stable, et correspondra au montant total du don du FIDA pour les deux tranches, soit 2,5 millions d'USD. Les cofinancements ont été apportés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (300 000 USD); l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) (120 000 USD); le Ministère espagnol des affaires étrangères (500 000 USD); et le Mécanisme mondial, à partir du budget de la Conférence des Parties à la CCD (100 000 USD). Le cofinancement total du programme s'élève à 1,02 million d'USD.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Ressources humaines	275 000	153 000
Services professionnels (y compris sous-traitance)	550 000	162 000
Frais de voyages	115 000	55 000
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	110 000	80 000
Renforcement des capacités	200 000	60 000
<b>Total</b>	<b>1 250 000</b>	<b>510 000</b>



# Results-based logical framework\*

Hierarchy of objectives	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions/risks
<b>Goal:</b> Mobilize predictable and stable financing at the country level to address SLM issues and its linkages with climate change adaptation			
<b>Overall objective:</b> Develop comprehensive investment frameworks in recipient countries to increase financing for SLM and adaptation to climate change			
<b>Specific objective 1:</b> Provide technical support to government institutions and other national stakeholders to develop and implement strategies for mobilizing predictable financing for instituting SLM related programmes/projects.	- Technical guidance provided during IFS development and implementation to achieve cofinancing for IFAD portfolio at ratio 1:2	- Guidance notes and technical inputs.	- Sufficient number of qualified, motivated national stakeholders participating and willing to enhance their skills. - Collaboration with national stakeholders.
<b>Outputs</b> 1.1 The capacities of a group of key national stakeholders enhanced in terms of designing an IFS to address SLM-related issues. 1.2 Technical support provided to key national stakeholders to implement the national IFSs.			
<b>Key Activities</b> - Provide technical support, knowledge products, tools and reference materials to meet the requirements of the respective countries for IFS design - Accompany key stakeholders in the operationalization of the IFS Action Plan.			
<b>Specific objective 2.</b> Develop Integrated Financing Strategies for locating and mobilizing a mix of financial resources to fund SLM-related programmes and projects.	- Five National IFSs developed and up to US\$300 million mobilized - National coordination mechanism structures and processes put in place. - Partnerships for resource mobilization forged.	- Five National IFSs and Action Plans endorsed and published. - Coordination framework institutionalized. - Partnership agreements concluded.	- National Governments and stakeholders committed to developing and implementing IFSs. - Continued interest and support from national and international stakeholders.
<b>Outputs</b> 2.1 National IFSs designed in Bhutan, Chile, Dominican Republic, and Laos 2.2 National coordination and country/donor partnership platforms established to facilitate resource mobilization.			
<b>Key Activities</b> - Assist countries to design the country IFSs and prepare a strategy for private sector and civil society organization engagement. - Strengthen existing coordination mechanisms or establish new ones to facilitate IFS development. - Build a partnership platform at the national level bringing together national and international development partners to negotiate financing agreements.			
<b>Specific objective 3.</b> Develop together with IFAD, interventions that address the linkages between land degradation and climate change as a means of mobilizing supplementary funds through climate change financing mechanisms.	- Training and expert consultation workshops delivered/number of stakeholders participating. - Skills for climate change financing mechanisms, and modalities to operationalize such mechanisms enhanced. - Complementary project components developed at a value of approximately US\$180 million	- Workshop evaluation. - Assessment of the know-how of trainees conducted. - Project documents endorsed. - Financial flows into SLM quantified.	- Sufficient number of qualified and motivated national stakeholders participating and willing to enhance their skills. - Commitment of governments and relevant stakeholders to designing and implementing additional project components.
<b>Outputs</b> 3.1 Understanding of key national stakeholders of the different climate change financing mechanisms and the modalities for operationalizing them, increased. 3.2 Supplementary funds mobilized for IFAD projects through the development of climate change/land degradation projects or components within the framework of the IFS.			
<b>Key Activities</b> - Organize training sessions and knowledge exchange workshops. - Design in collaboration with IFAD at least one initiative targeting adaptation/mitigation financial mechanisms in the selected countries. - Develop guidelines for advising country strategic opportunities programme development and the project design process to ensure that climate change and land degradation aspects are adequately reflected as a means to capture climate change financing.			
<b>Specific objective 4.</b> Assess the effectiveness of the proposed methodology for increasing investments in SLM, rural development and poverty alleviation.	- IFS methodology and tools are fine tuned and replicated and utilized by other countries. - Criteria developed to establish and assess the knowledge management system.	- Reports from countries in other regions. - Knowledge management system developed.	- Good understanding of stakeholders and increased information flow. - Conducive and timely consultations with stakeholders.
<b>Output</b> 4.1 Methodology, lessons learned and tools developed as a means for contributing to knowledge management and replicating the programme in other regions.			
<b>Key Activities</b> - Undertake an overall assessment of the approach, lessons learned and tools developed. - Promote the sharing of experiences and lessons learned through developing a knowledge management system.			

\* Logframe, including figures, are subject to adjustment during the implementation of the programme.